HAL
open science

Des sciences territoriales en construction : ce qui se passe sur la paillasse d'un laboratoire (grenoblois)

Romain Lajarge

To cite this version:

Romain Lajarge. Des sciences territoriales en construction : ce qui se passe sur la paillasse d'un laboratoire (grenoblois). CIST2011 - Fonder les sciences du territoire, Collège international des sciences du territoire (CIST), Nov 2011, Paris, France. pp.406-412. hal-01353730

HAL Id: hal-01353730

https://hal.science/hal-01353730

Submitted on 12 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Des sciences territoriales en construction : ce qui se passe sur la paillasse d'un laboratoire (grenoblois)

AUTEURS
Collectif de chercheurs du département Territoires de PACTE (France)

RÉSUMÉ
Cette communication propose d'analyser la construction des sciences territoriales comme champ multidisciplinaire à l'œuvre progressivement depuis une quinzaine d'années. L'analyse s'appuiera sur la pratique d'un laboratoire grenoblois (UMR PACTE) en relation avec de nombreux autres partenaires. La position défendue ici consiste à considérer les sciences territoriales comme étant à la fois inscrites dans la vaste question de l'action (collective, sociale, politique et publique) et dans quelques unes des problématiques actuelles des sciences sociales (interactionnisme, complexité, constructivisme, tournant pragmatique...). Une des particularités de ce champ d'interrogations et de travaux est d'être connectée à une demande de territoires dont la forme, l'expression et la structuration nécessiteront encore de nombreuses investigations. C'est la raison pour laquelle on préfèrera l'expression « sciences territoriales » à « sciences des territoires ».

ABSTRACT
This communication suggests analyzing the construction of the territorial sciences as multidisciplinary field in the work gradually since about fifteen years. The analysis will lean on the practice of a laboratory from Grenoble (UMR PACTE) in connection with the other numerous partners. Our position consists in considering the territorial sciences as being registered at once in the vast question of the action (collective, social, political and public) and in some of the current problems of the social sciences (interactionnism, complexity, constructivism, pragmatic bend). One of the peculiarities of this field of questioning and works is to be connected to a request of territories among which the shape, the expression and the structuralization will still require numerous investigations. It is the reason for which we shall prefer the expression "territorial sciences" to "sciences of territories".

MOTS CLÉS
Sciences territoriales, théories de l'action, vie de laboratoire.

INTRODUCTION
Cette communication porte sur la manière avec laquelle un laboratoire peut participer, de manière collective, au débat sur l'émergence de nouveaux problèmes scientifiques en SHS et en particulier sur ce qui s'est passé, dans les précédentes décennies à propos des sciences territoriales à Grenoble. A partir de cette expérience singulière, il s'agira de proposer une lecture de la configuration particulière, de la rencontre entre quelques disciplines historiquement représentées, inscrites dans une pratique ancienne de recherches sur et à propos de la question territoriale afin de faire la généalogie du terme de « sciences territoriales » et un court récit de cette décennie passée à en parler. Au-delà de ce particularisme grenoblois, ce qui est visé dans cette communication est de confirmer l'hypothèse que, s'il faut de l'épaisseur historique pour que l'utilisation d'un vocable réfère à un fait social effectif, il faut aussi plusieurs

décennies d'usage et de contestations pour qu'un terme devienne un concept scientifique utile. Et cela se passe de manière concomitante sur la paillasse de plusieurs laboratoires et dans de nombreux autres endroits !

1. AU DEPART ÉTAIENT DE NOMBREUX HERITAGES

1.1. Une (déjà) vieille histoire ?

La question territoriale n'est pas tout à fait neuve et son émergence est difficile à dater tellement il semble évident que les sciences ont récupéré ce problème plutôt que participer à le créer. Le territoire est d'abord issu de la pratique des sociétés, résultat de politiques publiques, conséquence d'un mode de fonctionnement économique, héritage de l'histoire. Il s'impose comme terme de sciences après s'être invité comme substantif de l'aménagement. Il est donc un sous-produit de la seconde guerre mondiale, parce qu'il fallait « reconstruire » la France mais surtout « rééquilibrer ses territoires ». Parce que la notion a pris de l'épaisseur dans le langage politique et juridique, parce qu'elle réinterrogeait le sens de l'inégale répartition des populations et des activités dans l'espace, les sciences « de l'espace » se sont saisis du « territoire », bon gré, mal gré. Mais, depuis, le territoire a conquis son statut de problème scientifique à part entière. Et les décennies 90 et 2000 ont confirmé la présence de cette énigme.

1.2. La rencontre entre trois « écoles grenobloises »

A Grenoble, cette saisie a été l'objet d'un fait de concordance multidisciplinaire dont on peut sommairement rappelé les points saillants. Les économistes, les politistes et les géographes grenoblois ont chacun marqué leurs disciplines en portant un ensemble de propositions et de travaux collectifs sur la question territoriale. La concordance entre ces trois histoires et leurs rencontres multiples au cours des dernières décennies ont été retracé en 2003 (de Bernardy M., Debarbieux B., (dir.) 2003) et ont nourri un certain engouement sur la place grenobloise.

Les économistes partent de la crise du modèle fordiste (fin des années 70) pour investir la notion de territoire, à partir d'un souci de repenser le développement comme processus. Dans le sillage des travaux sur la redécouverte des districts marshalliens (Georges Becattini, 1979), l'économie régionale (Philippe Aydalot, 1984), l'analyse des trajectoires de développement (Claude Lacour, 1985) ou les milieux innovateurs (Denis Maillat), une économie territoriale voit le jour à Grenoble à la fin des années 80. Avec les travaux sur le développement local (Bernard Pecqueur), les SPL (Claude Courlet), les aménités (Amédée Mollard), les externalités positives (Gabriel Colletis) et leurs prolongements sur de multiples terrains et objets (Véronique Peyrache-Gadeau, Jean Lapèze, Ameziane Ferguène, Frédéric Corolleur, Jacques Perret, Emmanuelle Marcelpoil, Nathalie Bertrand...), la notion de territoire devient centrale pour cette économie hétérodoxe qui prône une analyse méso bien plus préoccupée des conditions et des effets relationnels globaux entre les acteurs que de la seule productivité des entreprises (Pecqueur et Courlet).

Les politistes grenoblois ont été très tôt saisis par la nécessité d'un accompagnement scientifique de ce nouveau champ de l'intervention publique qui nait dans le milieu des années 60 avec l'aménagement du territoire. Il fallait à la fois penser la décentralisation et le partage des pouvoirs (Jean-Louis Quermonne), la planification urbaine (Bruno Jobert), la politique de la montagne (Françoise Gerbaux), la réorganisation administrative de l'Etat (Pierre Grémion)... nécessitant un recours au territoire comme cadre de l'analyse. Avec le concept de référentiel (Pierre Muller), le problème territorial sort de sa seule acception de « *local problem* » et devient analyse de *l'Etat en action* (1987), critique des politiques publiques et refondation des normes et du sens de l'action publique (Philippe Warin). La

décennie suivante est alors l'occasion de développer sur Grenoble un flot de travaux sur la territorialisation en sciences politiques autour de l'intercommunalité, la subsidiarité, l'aménagement du territoire (Alain Faure), la région (Pierre Kukawka), l'articulation européenne (Mireille Pongy), les dynamiques transfrontalières (Guy Saez) ou encore sur la nouvelle dynamique d'urbanisation (Claude Jacquier, Emmanuel Matteudi) ou la sécurité (Sébastian Roché). La promesse de faire de la dimension territoriale de l'action publique une occasion d'un « nouvel échange politique » (Alain Faure) s'est donc progressivement construite jusqu'à son aboutissement aujourd'hui.
Dès les années 70, les géographes grenoblois (Jean Billet, Pierre Préau, Jacques Joly, Henri Guibourdenche puis Jean-Paul Guérin et Hervé Gumuchian) se rapprochent des questions sociales, culturelles et politiques. Ils aspirent, avec d'autres (Xavier Piolle, Gui Di Méo, Robert Ferras, Jean-Paul Ferrier, Antoine Bailly, Jean-Luc Piveteau, Joël Bonnemaison, Angelo Turco, Claude Raffestin...) à analyser les phénomènes sociaux dans leurs contextes et de considérer l'espace comme un contexte particulier ; spécifique mais non-déterministe. Ils ont considéré dans les années 80 que les « représentations » étaient au cœur de nouvelles problématiques de la géographie notamment en réaction à la naissance d'une conception plus positiviste de l'espace. Pour ne pas réduire « l'espace » à un champ de forces soumis à des lois d'organisation intangible que la géographie se devait de mettre à jour, la notion de territoire devenait nécessaire en tant qu' « espace transformé par des pratiques sociales », comme étant de « l'espace en actes ». Un certain nombre de travaux paraissent alors sur les acteurs (Emmanuel Roux, Romain Lajarge), sur les représentations (Anne Sgard), sur les frontières (Anne-Laure Amilhat, Marie-Christine Fourny), sur les recompositions (Frédéric Giraut, Sophie Louargant), sur les cosmopolitiques (Olivier Soubeyran, Jacques Lolive), sur les villes du sud (Nadir Boumaza), sur les problèmes de développement (Pierre-Antoine Landel, Magali Talandier, Grégoire Feyt), sur les mobilités (Sonia Chardonnel, Florence Paulhiac) rejoignant ainsi les collègues urbanistes (Marcus Zepf, Gilles Novarina). D'autres travaux, à partir de l'expérience prospective, portent plus récemment encore l'éclairage sur cette question territoriale par l'entremise de l'interterritorialité (Martin Vanier). Progressivement « l'idée que les relations entre les phénomènes sociaux sont de nature complexe (et donc d'un autre ordre que celles postulées par la causalité linéaire) a peut être fini par susciter l'idée qu'il existe aussi une complexité créatrice au sein des relations nouées entre chercheurs se réclamant des différentes sciences sociales » (Debarbieux, 2003 : 50).
Mais quelques autres figures grenobloises ont également participé à cette réflexion collective et à la stimulation transdisciplinaire que cette notion promettait : Bernard Poche et son « espace fragmenté » en guise d'analyse sociologique de la territorialité ; Jean-Paul Thibaud et le territoire comme vu dans et par le mouvement ; Yves Chalas et sa proposition d'une ville émergente comme renouvellement permanent de ces nouvelles territorialités urbaines constitutives de notre modernité ; et, bien entendu, Yves Barel qui, avec son article « Modernité, code, territoire », dans les Annales de la recherche urbaine en 1981 a été probablement un des instigateurs de l'intensité plutôt précoce du débat grenoblois sur la conception constructiviste du territoire.

2. LA CONSTRUCTION DE DEMARCHES DE LABORATOIRES

2.1. L'évidente convergence

Mais ces travaux vont prendre une tournure particulière avec le rapprochement opéré au début des années 2000 par plusieurs laboratoires monodisciplinaires qui aboutira, à partir de 2003, à la création de l'UMR PACTE. Cet assemblage progressif des laboratoires existants de géographie, d'urbanisme, de sciences politiques et de

sociologie industrielle de Grenoble prendra pour titre « Politique publique, ACtion politique, TErritoire » et pour objectif scientifique de faire progresser deux grandes hypothèses : le territoire est un construit sociopolitique ; le territoire permet un certain type d'action. Avant, les connexions entre ces communautés existaient déjà, les programmes de recherche étaient parfois partagés et les relations fructueuses mais chacun poursuivait, avec sa propre définition du territoire, ses objectifs disciplinaires spécifiques. Le rapprochement entre géographes, urbanistes, aménageurs, politistes, sociologues dans un seul laboratoire a donc suscité des réflexions communes sur l'objet même, de plus en plus de lectures croisées, de citations dans les autres références disciplinaires et finalement la certitude progressive qu'il s'agissait bien d'un champ interdisciplinaire à part entière. Et ce que nous observons à Grenoble se retrouve également ailleurs aussi.

2.2. A partir de la formation de 1er, 2ème et 3ème cycle

Depuis le milieu des années 80, les formations s'inscrivaient d'abord dans le champ de l'aménagement du territoire et étaient connectées subséquemment à la question territoriale comme problème scientifique. Mais chaque discipline avait ses propres formations et ses problématiques privilégiées. Là aussi un regroupement et une convergence vont s'opérer. Le Ministère acceptera que Grenoble délivre les premiers diplômes de second cycle de « sciences territoriales » (mention qui n'existait pas auparavant dans la nomenclature de l'Enseignement Supérieur) à partir de 2002. D'abord un IUP, puis des DESS et enfin la mention de Master lors de sa création en 2007. Si cette autorisation n'a pas été accordée pour le 1er cycle (resté sous l'appellation « Géographie-Aménagement »), cela n'a pas empêché l'Institut de Géographie Alpine et l'Institut d'Urbanisme de Grenoble de poursuivre leur rapprochement en délivrant ensemble 1er et 2ème cycle. A partir de 2008, la possibilité est enfin ouverte de délivrer également des Doctorats portant cette mention.

2.3 Inscrire ces travaux dans des commandes opérationnelles et/ou de la recherche-action

De nombreux programmes de recherche auront pour objet cette question de la construction territoriale comme construction sociale du politique et donc enjeu politique mais aussi comme figure de nouvelles manières d'habiter l'espace, de se déplacer dans l'espace, de donner du sens à l'espace... Avec des contrats de recherche passés avec des instances territoriales (collectivités notamment), avec l'Etat (Ministères, PUCA, DATAR) mais aussi dans le cadre des appels d'offre de recherche qui, dès le milieu des années 90, prennent le « territoire » pour objet (souvent d'ailleurs sous l'appellation « espace et territoire », comme avec les ACI et l'ANR), les questions traitées sont souvent des mises en tension : la question développementaliste et post-développementaliste, la question métropolitaine et urbaine, la question de l'habiter et des usages, la question prospective et de la planification... mais sans véritable souci de relier ces thèmes entre eux pour constituer un corps de propositions théoriques articulables. C'est une des grandes vertus du terme lui-même de pouvoir recouvrir des réalités fort différentes et de permettre la collection de cas. A ce titre, son usage se répand progressivement jusqu'à être présent dans la plupart des mots-clés des chercheurs du laboratoire.

2.4 La création de PACTE en 2003

Le rapprochement s'est opéré à partir de TEO (créé par Bernard Debarbieux issu du regroupement du LAMA (Grenoble 1), des géographes de Grenoble 2 et de quelques chercheurs en économie et en sciences de l'innovation) et du CERAT (lui-même issu du regroupement de plusieurs équipes de politistes). Il a permis d'agréger ensuite le CRISTO (Centre de recherche sur l'innovation socio-technique et les organisations industrielles, UMR depuis 1992), puis SEIGAD (équipe de géographie environnementale). L'ensemble regroupe environ 350 personnes, décomposé en deux départements : un département « Territoires » et un département « Politique et Organisations ». L'UMR et ses 4 tutelles (Grenoble 1, Grenoble 2, IEP, CNRS) ont mis en œuvre un premier contrat quadriennal (2003-2006) sous la houlette de Martin Vanier puis un second (2007-2010) sous la direction de Guy Saez avant de poursuivre par un contrat quinquennal (2011-2015) sous la direction de Nicolas Buclet.

2.4 Une activité de laboratoire intense sur cette problématique

Environ 1/3 des groupes de recherche du laboratoire ont pour sujet d'investigation direct ou indirect la question territoriale. Elle a abouti à l'obtention récente de quelques programmes de recherches plus fondamentaux (dont l'ANR TerrHab sur le rapport entre habitabilité et territorialité). Elle a fait l'objet des 1ère Rencontres Internationales du Territoire à Grenoble en 2007 sous l'intitulé « Territoire, Territorialité, Territorialisation », puis des 2ème Rencontres qui ont eu lieu en 2010 sur « le territoire opérateur de changement » et les 3ème qui auront lieu en mars 2011 autour de la question de l'hybridation comme processus de territorialisation. Cette concentration thématique de travaux aboutit à une activité éditoriale intense (avec les revues ou collections chez des éditeurs soutenues par le laboratoire ou dans le cadre de partenariats). La participation à quelques réseaux dont l'objet territorial est premier constitue aussi un volet essentiel de l'activité du laboratoire (l'ASRDLF est notamment présidée dorénavant par Bernard Pecqueur). L'obtention du Labex ITEM – Innovation et Territoires de montagne (dirigé par René Favier) et auquel PACTE est associé complète le panorama d'une forte activité sur cette question.

Bref, nous pouvons dire que les sciences territoriales sont sur la paillasse du laboratoire grenoblois depuis plusieurs décennies maintenant comme ailleurs aussi. Cela justifie d'autant plus de poser inlassablement la question de ce colloque : sur quoi se fondent ces sciences territoriales semblant s'affirmer de plus en plus ?

3. LES SCIENCES TERRITORIALES : COMPLEXITÉ ET INTERACTION

Un seul laboratoire ne représente évidemment qu'une petite partie de ce qui se passe actuellement dans la construction d'une pratique scientifique particulière sur cette question territoriale. Ce qui semble intéressant dans le cas grenoblois tient dans la succession d'histoires disciplinaires, dans la proximité relative entre leurs objets et finalement dans quelques certitudes acquises progressivement : il existe une demande de territoires dans la société et les territoires existent en politique mais ce n'est probablement pas les mêmes ; les réalités que représentent les territoires s'entrechoquent et se trouvent parfois plus « entre » que « dans » ; le processus de création (et donc de destruction) de territoires est très actif...

Cela a produit une série de travaux collectifs significatifs notamment au sein du département Territoires de PACTE : sur les limites et la construction de nouvelles territorialités transfrontalières (Amilhat-Szary A.-L. et Fourny M.-L., dir., 2006) ; l'analyse des référents des recompositions territoriales à partir d'études croisées en Afrique du Sud, au Maroc et en France (Boujrouf S., Antheaume B., Giraut F., Landel P.-L., eds., 2009) ; le problème de l'ingénierie territoriale (Janin C., Grasset E., Grasset E. Lapostolle, Turquin E., 2011) ; le renouvellement des problématiques du

développement territorial (Magali Talandier, Romain Lajarge, Jean Lapèze, Bernard Pecqueur, Kirsten Koop, Emmanuel Roux, Grégoire Feyt...) ; l'investissement critique sur les dynamiques de développement durable à partir de l'entrée territoriale (Nicolas Buclet, François Mancebo, Olivier Labussière, Jacques Lolive, Olivier Soubeyran...) ; l'étude des hétérotopies constitutives de la récréation territoriale post-touristique (Philippe Bourdeau, Pascal Mao, Jean Corneloup, Liliane Bensahel, Philippe Bachimon, John Tuppen) ; les identités territoriales (Marie-Christine Fourny, Sophie Louargant), la ville émergente et la territorialisation métropolitaine (Yves Chalas) ; … sans oublier ceux sur l'interterritorialité (dirigés par Martin Vanier). Ces travaux s'articulent avec des approches originales de cette question sous l'angle du risque (Céline Lutoff, Elise Beck, Jean-Christophe Gaillard), de la mobilité métropolitaine (Sonia Chardonnel, Florence Paulhiac, Jean-Michel Roux, Emmanuel Matteudi, Luc Gwiazdzinski...), de la ville créative (Charles Ambrosino, Gilles Novarina), du foncier (Sylvie Duvillard), du multiculturalisme et des mouvements sociaux (Sarah Mekdjian), de la gestion environnementale des territoires (Franck Giazzi, Georges Rovera, Rachid Nedjai, Dominique Dumas, Philippe Schoeneich...)

Face à cette profusion, ce n'est pas (plus) la définition de ces territoires (aux caractéristiques innombrables) qui pose problème mais bien le sens qu'ils prennent dans les interactions sociales, le rôle qu'ils jouent dans le tournant pragmatique, la place qu'ils occupent dans les dispositifs politiques du « vivre ensemble », la dimension anthropologique qu'ils révèlent...

CONCLUSION (PROVISOIRE) : CONTINUER À REFLECHIR AU PROBLÈME DE LA FABRIQUE DES TERRITORIALITÉS

Le propos de cette communication sera donc d'envisager comment un laboratoire permet l'émergence d'une pratique scientifique particulière à propos de cet objet territorial comme constat et des territorialités qui le sous-tendent comme objets d'études. Puisque le problème territorial est posé sur la paillasse du laboratoire depuis assez longtemps en tant que question de société, nous préfèrerons l'expression « sciences territoriales » à science des (ou du) territoire(s) afin de relativiser le poids du territoire comme objet en soi. Ce « territoire » qui nous est donné, qui surgit dans nos enquêtes, qui apparait un peu partout dans nos entretiens révèle un processus profond et finalement une série d'énigmes sur la fabrique des territorialités qui fondent l'existence du territoire comme un de ses résultats. Le problème est vaste et de nombreuses autres équipes sont mobilisées. La question traitée ici est de savoir ce que peut être la contribution d'un laboratoire parmi d'autres à cette dynamique scientifique … bref, quelle « vie de laboratoire » pour quelles reconfigurations de cette question, certes ancienne mais de plus en plus d'actualité ?

Amilhat-Szary A.-L. et Fourny M.-L., dir., *Après les frontières, avec la frontière. Nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe*, La Tour d'Aigues : édition de L'Aube, 2006, 169 p. (Bibliothèque des territoires)

Boujrouf S., Antheaume B., Giraut F., Landel P.-L., eds., 2009, *Les territoires à l'épreuve des normes : Référents et innovations. Contributions croisées sud-africaines, françaises et marocaines*, Coédition du Laboratoire des Etudes et de Recherches sur les Montagnes Atlasiques (LERMA) de l'Université Cadi Ayyad, Marrakech, et de la revue Montagnes Méditerranéennes, 528 p.

Debarbieux B., Lardon S. (dir.), 2003, *Les figures du projet territorial*, éd. de l'Aube-DATAR, 269p.

AUTEURS

Collectif de chercheurs du département Territoires de PACTE

Romain **Lajarge**
UMR PACTE
Université J.Fourier, Grenoble
Romain.Lajarge@ujf-grenoble.fr

Etc.